

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE	
Six mois	Un an	Six mois	Un an
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f	-
Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie.	-	20.000f	40.000f
Etranger : Autres Pays	-	23.000f	46.000f
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.	
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro		
Journal légalisé	900 f	-	Par la poste

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée...Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

S O M M A I R E**PARTIE OFFICIELLE****L O I**

2019

20 décembre . Loi n° 2019-17 portant loi de finances pour l'année 2020 3295

PARTIE OFFICIELLE**L O I****Loi n° 2019-17 du 20 décembre 2019
portant loi de finances pour l'année 2020**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du jeudi 12 décembre 2019 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**PREMIERE PARTIE. - DONNEES GENERALES
DU BUDGET DE L'ETAT****TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS RELATIVES
AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT****A - Dispositions relatives aux ressources***Article premier. - Prévision et autorisation
des recettes du budget général*

I - Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2020, à la somme de 2 829 000 000 000 FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II - Les dons budgétaires et en capital sur ressources externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2020, à 293 500 000 000 FCFA.

III - Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2020 à 3 122 500 000 000 FCFA.

*Article 2. - Prévision et autorisation
des ressources de trésorerie de l'Etat*

I- Pour l'année 2020, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 966 520 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur le marché sont arrêtées à 1 309 170 000 000 FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 3. - Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics

La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2020, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4. - Prévision et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux continue d'être effectuée pendant l'année 2020, conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2020 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 135 950 000 000 FCFA.

Par compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- Compte d'affectation spéciale à 113 750 000 000 FCFA ;
- Compte de commerce à 150 000 000 FCFA ;
- Compte de prêts à 20 750 000 000 FCFA ;
- Compte d'avances à 800 000 000 FCFA ;
- Compte de garanties et avals à 500 000 000 FCFA.

B - Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

Article 5. - Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des dépenses du budget général, est fixé à 3 573 000 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 364 800 000 000 FCFA ;
- Dépenses de personnel : 817 700 000 000 FCFA ;
- Autres dépenses courantes : 947 435 156 684 FCFA ;
- Investissements exécutés par l'Etat : 866 429 790 096 FCFA ;
- Transferts en capital : 576 635 053 220 FCFA.

II - Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2020, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 9.759.714.144.822 FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III- Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2020, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisation d'emploi rémunérés par l'Etat d'un montant de 817.700.000.000 FCFA pour un plafond d'effectifs de 160.334.

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

Article 6. - Dépenses des comptes d'affectation spéciale

I - Les plafonds des crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2020, s'élèvent à 113 750 000 000 FCFA, repartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : 111 750 000 000 FCFA ;
- Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 FCFA ;
- Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 300 000 0000 FCFA ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 FCFA ;

II - Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;
- Frais de contrôle des sociétés à participation publique.

Article 7. - Autorisation de report

Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale Fonds national de retraite (FNR).

b) **COMPTES DE COMMERCE**

Article 8. - Dépenses des comptes de commerce

I - Les plafonds de crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2020, s'élèvent à 150 000 000 FCFA.

II- Il est prévu, pour le compte de commerce « Opérations à caractère industriel et commercial des armées », un découvert fixé à un montant de 100 000 000 FCFA.

III- Il est interdit d'exécuter, au titre de compte de commerce, des opérations d'investissement financier, de prêts ou avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

c) **COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES**

Article 9. - Dépenses des comptes de Prêts et d'avances

I- Les plafonds des crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2020, sont évalués à 21,55 milliards FCFA.

II. les plafonds des comptes de prêts sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 FCFA ;
- Prêts à divers organismes publics : 850 000 000 FCFA ;
- Prêts à divers particuliers : 19 100 0000 000 FCFA ;
- Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 FCFA.

d) **COMPTES DE GARANTIES ET AVALS**

Article 10. - Crédits ouverts pour les garanties et avals

Les plafonds de crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et avals, pour la loi de finances 2020, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2020. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2020 est plafonnée à 500.000.000 FCFA.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

Article 11 - Evaluation des charges de trésorerie

Pour l'année 2020, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 516.200.000.000 FCFA ».

**TITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE
DES RESSOURCES ET DES CHARGES**

Article 12. - Equilibre budgétaire et financier

I - Pour l'année 2020, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

RUBRIQUES	LFR 1 2019	LFI 2020	Ecart LFR 1 2019/LFI 2020
I. BUDGET GENERAL			
Recettes fiscales.....	2434,00	2675,0	241,0 9,9%
Recettes non fiscales	123,44	124,0	0,6 0,5%
Recettes exceptionnelles			0,0
dont PPTE IADM			0,0
FSE		30,0	30,0
Total recettes internes	2 557,4	2 829,0	271,6 10,6%
Tirages sur Dons en capital (projet)	240,00	260,5	20,5 8,5%
Dons budgétaires	31,40	33,0	1,6 5,1%
Total recettes externes	271,4	293,5	22,1 8,1%
RECETTES BUDGET GENERAL	2828,8	3122,5	293,7 10 %
RECETTES CST			
Comptes affectation spéciale	113,75	113,75	0 0,0%
Compte de commerce	0,15	0,15	0 0,0%
Compte de prêts.....	20,75	20,75	0 0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0 0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	0 0,0%
RECETTES CST	135,95	135,95	- -
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	2964,79	3258,45	293,66 9,9%
Intérêts de la dette	273,19	364,80	91,61 33,5%
Dépenses de personnel	743,41	817,70	74,29 10,0%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	911,92	947,44	35,52 3,9%
Acquisitions de biens et services		311,85	311,85
transferts courants		635,59	635,59
Total dépenses courantes.....	1928,52	2129,94	201,42 10,4%
Dépenses capital sur ress. internes	693,32	681,507	-11,81 -1,7%
Investissements sur ressources externes	640,86	761,558	120,70 18,8%
Total dépenses d'investissement	1334,18	1443,06	108,88 8,2 %
DEPENSES BUDGET GENERAL	3262,7	3573,0	310,3 10 %
Comptes affectation spéciale	113,75	113,75	0 0,0%
Compte de commerce	0,15	0,15	0 0,0%
Compte de prêts.....	20,75	20,75	0 0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	0 0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	0 0,0%
DEPENSES CST	135,95	135,95	- 0,0 %
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	3398,65	3708,95	310,30 9,1 %
Solde budgétaire global -	-433,9	-450,5	.....
Solde budgétaire de base	-33	50,56	.....

II- Pour l'année 2020, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 1 309 170 000 000 FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

Article 13. - *Approbation du tableau de financement*

Pour l'année 2020, les ressources et les charges de trésorerie sont approuvées conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II. FINANCEMENT DU DEFICIT				
Tirages				
Emprunts projets	400,86	501,000	100,14	25,0%
emprunts programmes	294,90	100	-194,9	-66,1%
Prêts retrocédés		10	10	
Numéraires et dépôts		121	121	
Autres emprunts	331,08	234,520	-96,56	-29,2%
Total tirages	1 026,84	966,520	-60,32	-5,9%
Remboursements			0	
Amortissement de la dette	589,98	506,02	-83,96	-14,2%
Opérations sur les comptes de dépôt			0	
Prêts retrocédés	3	10	7	233,3%
Total remboursement	592,98	516,02	-76,96	-13,0%
Financement	433,9	450,50	16,64	3,8%
PIB	13 983	15 085		
Déficit	3%	3,0%		

DEUXIEME PARTIE. - REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER. - *DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS*

A - *CREDITS DES PROGRAMMES*

B. 1 *Programmes du Budget général*

Article 14. - *Ouverture des crédits de paiement*

Le plafond des crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2020, au titre des programmes du budget général, est fixé à la somme de 2.884.472.339.550 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

Article 15. - *Ouverture d'autorisations d'engagement (AE)*

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances de l'année 2020, au titre des programmes et dotations, est fixé à la somme de 9.759.389.144.822 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

A.2 *Programmes des comptes spéciaux du Trésor*

Article 16. - *Ouverture des crédits de paiement*

Le montant des crédits de paiement ouverts par la loi de finances de l'année 2020, au titre des programmes des CST est fixé à 135 950 000 000 FCFA. La répartition par programme et par nature de dépense est donnée en annexe III.

Article 17. - *Approbation des conventions financières conclues par l'Etat*

Il est demandé l'approbation des conventions financières conclues par l'Etat pour l'année 2020, dont la liste est donnée en annexe V.

B - *CREDITS DES DOTATIONS*

B. 1 - *Dotations du Budget général*

Article 18. - *Dotations des institutions*

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des dotations des institutions est fixé à la somme de 146 600 092 738 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

A. 2 - Dotation des charges communes

Article 19. - Dotation des crédits globaux

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 177 127 567 712 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2020 au titre des charges communes est fixé à la somme de 44 650 000 000 FCFA.

A. 3 - Dotation dette publique

Article 20. - Charges financières sur la dette

Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2020, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à la somme de 364 800 000 000 FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégories de dépenses.

TITRE II. - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21. - Autorisation de régulation des dépenses

Le Ministre chargé des Finances est autorisé à opérer des annulations sur les crédits ouverts en AE ou en CP sur les programmes et dotations budgétaires en vue de prévenir une détérioration des équilibres budgétaires financiers.

Articles 22, 23, 24, 25, 26 et 27 : Modification de certaines dispositions du Code général des Impôts

Article 22. -

Les dispositions de l'article 142 du Code général des Impôts sont abrogées.

Article 23. -

Il est inséré, après l'article 220 du Code susvisé, un article 220 bis ainsi rédigé :

« Article 220 bis.- : Prélèvement de Conformité Fiscale

7. Il est institué, indépendamment de l'acompte prévu à l'article 220, un prélèvement sur les importations réalisées par les personnes physiques ou morales qui ne souscrivent pas régulièrement à leurs obligations déclaratives et de paiement, dénommé Prélèvement de Conformité Fiscale (PCF).

8. Le prélèvement n'est pas imputable sur les impôts dus par les personnes visées à l'alinéa précédent et ne dispense pas de leurs obligations fiscales suivant leurs régimes d'imposition.

9. Le taux du prélèvement est de 12 % de la valeur en douane des produits majorée des droits d'entrée exigibles, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et des droits d'enregistrement et de timbre.

10. Le comptable public en charge du recouvrement du prélèvement exigible au titre des importations adresse chaque mois au service des impôts compétent un état indiquant, par importateur, l'adresse exacte, le Numéro d'Identification Nationale des Entreprises et Associations (NINEA), le numéro et la date de la déclaration en douane, la base, le taux et le montant du prélèvement.

11. La liquidation, le recouvrement et le contentieux du prélèvement s'effectuent comme en matière de droits de douane.

12. Les produits soumis au prélèvement de conformité fiscale ainsi que ses modalités d'application sont fixées par arrêté du Ministre chargé des Finances ».

Article 24. -

Il est ajouté, à l'article 39 du Code susvisé, un point 5°) ainsi rédigé :

« Article 39.-

5°) les entreprises nouvelles qui ne relèvent pas du service en charge des grandes entreprises sont exonérées pendant une période de 3 ans à compter de leur date de création ».

Article 25. -

Il est ajouté, à l'article 263 du Code susvisé, un point 4. ainsi rédigé :

« Article 263.-

4. sont aussi exonérées pendant une période de 3 ans à compter de leur date de création, les entreprises nouvelles qui ne relèvent pas du service en charge des grandes entreprises ».

Article 26. -

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 40 du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 40. - Tarif de l'Impôt Minimum Forfaitaire

En aucun cas, le montant dû ne peut être supérieur à 5.000.000 francs ».

Article 27. -

Les dispositions de l'article 141-I du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 141.I- Le montant de la contribution globale unique est fixé comme suit :

- 5 % pour les prestataires de services ;
- 2% pour les commerçants et producteurs ».

Article 28 :

Les dispositions de l'article 471-II. du Code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 471. II. Sont enregistrés au droit fixe de dix mille francs :

1. les actes de formation et de prorogation de sociétés ou de GIE qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni transmission de biens meubles ou immeubles entre les associés ou autres personnes, lorsque le capital est au plus égal à cent (100) millions ;

2. les actes constatant une transmission entre vifs à titre gratuit et les déclarations de mutation par décès, lorsque ces actes et déclarations ne donnent pas ouverture au droit proportionnel ou donnent ouverture à moins de dix mille francs de droit proportionnel ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 20 décembre 2019.

Macky SALL.

ANNEXES

ANNEXES

ANNEXE I : Tableau des recettes du budget général et des comptes spéciaux du Trésor

NOMENCLATURE ET NATURE DE LA RECETTE	LFR 1 2019	LFI 2020	ECARTS LFI 2020/LFR1 2019	TAUX ECART
071- RECETTES FISCALES	2 434 000 000	2 675 000 000	241 000 001	9,90%
072- RECETTES NON FISCALES	123 440 000	124 000 000	560 000	0,45%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (hors FSE)	2 557 440 000	2 799 000 000	241 560 000	9,45%
075- RECETTES EXCEPTIONNELLES (FSE)	60 980 000	30 000 000	-	-
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71, 72, 75).....	2 557 440 000	2 829 000 000	271 560 000	10,6%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	240 000 000	260 520 000	20 520 000	8,55%
074 - DONS PROGRAMMES	31 400 000	32 970 000	1 570 000	5,00%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12 et 15)	271 400 000	293 500 000	17 335 000	1,44%
TOTAL RECETTES DU BUDGET GENERAL	2 828 840 000	3 122 500 000	293 660 000	10%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	135 950 000	135 950 000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST)	2 964 790 000	3 258 450 000	293 660 000	9,9%

ANNEXE II : Tableau récapitulatif des dotations et programmes du Budget général

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
10	Dettes publiques	Dette publique	Charges financières de la det.	- 364.800.000.000	
	Total Dette publiques			..... 364.800.000.000	
21	Présidence de la République	Présidence de la République	Biens et services	- 8.986.723.636	
	Total Présidence de la République		Dépenses de personnel	- 10.200.169.448	
22	Assemblée nationale	Assemblée nationale	Transferts courants	- 39.456.277.000	
	Total Assemblée nationale		Transferts en capital	37.154.000.000 19.856.000.000	
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	Conseil Economique, Social et Environnemental	Transferts courants	- 15.074.506.000	
	Total Conseil Economique, Social et Environnement		Transferts en capital	7.945.171.359 2.726.656.000	
25	Conseil constitutionnel	Conseil constitutionnel	Transferts courants	- 6.603.100.000	
	Total Conseil constitutionnel		Dépenses de personnel	- 526.001.424	
27	Cour Suprême	Cour Suprême	Transferts courants	- 900.000.000	
	Total Cour Suprême		Dépenses de personnel	- 1.426.001.424	
28	Cour des Comptes	Cour des Comptes	Dépenses de personnel	- 1.047.470.072	
	Total Cour des Comptes		Transferts courants	- 800.000.000	
29	Haut Conseil des Collectivités territoriales	Haut Conseil des Collectivités territoriales	Transferts courants	- 6.300.000.000	
	Total Haut Conseil des Collectivités territoriales		Transferts en capital	2.340.000.000 2.340.000.000	
30	Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	Programme de lutte contre la malnutrition	Transferts en capital .....	..... 2.340.000.000 8.640.000.000	
		Secrétariat général du Gouvernement	Investissements exécutés par	13.587.000.000 2.490.000.000	
31	Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		Transfert en capital	15.000.000.000 1.287.000.000	
		Coopération bilatérale et multiratérale	Biens et services	- 3.136.037.703	
		Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	Dépenses de personnel	- 2.843.794.996	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Investissements exécutés par	29.925.000.000 5.036.187.307	
		Promotion de la Diplomatie économique	Transferts courants	- 5.868.000.000	
			Transferts en capital	24.459.910.771 4.508.000.000	
			..... 82.971.910.771 25.169.020.006		
			Biens et services	- 19.828.004.450	
			Dépenses de personnel	- 20.935.710.918	
			Investissements exécutés par	21.999.999.998 1.500.000.000	
			Transferts courants	- 3.974.000.000	
			Biens et services	- 252.000.000	
			Dépenses de personnel	- 109.802.116	
			Investissements exécutés par	1.706.999.998 155.000.000	
			Transferts courants	- 750.000.000	
			Transferts en capital	950.000.000 950.000.000	
			..... 8.425.435.550		
			Dépenses de personnel	- 5.826.422.819	
			Investissements exécutés par	1.499.999.995 265.000.000	
			Transferts courants	- 1.867.879.000	
			Transferts en capital	300.000.000 300.000.000	
			Biens et services	- 395.000.000	
			Dépenses de personnel	- 51.733.000	
		Total Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur .....	..... 26.456.999.991 65.585.987.853		

ANNEXE II : Tableau recapitulatif des dotations et programmes du Budget general

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
32	Ministère des Forces armées	Défenses de territoire national	Biens et services	- 29 791 920 145	
			Dépenses de personnel	- 71 639 935 081	
			Investissements exécutés par	33 801 101 740 11 008 945 637	
			Transferts en capital	140 841 881 820 11 470 000 000	
		Pilotage coordination et gestion administrative	Biens et services	- 2 621 736 355	
			Dépenses de personnel	- 841 336 000	
			Investissements exécutés par	1 000 000 000 1 000 000 000	
			Transferts courants	- 2 978 471 630	
		Sûreté publique et maintien de l'ordre	Transferts en capital	6 876 000 000 1 234 000 000	
			Biens et services	- 9 616 055 000	
			Dépenses de personnel	- 43 784 936 410	
			Investissements exécutés par	16 445 000 000 8 822 034 849	
			Transferts courants	- 54 126 000	
			Transferts en capital	27 200 000 000 3 890 284 554	
		TOTAL Ministère des Forces armées		226 163 983 560 198 753 781 661	
33	Ministère de l'Intérieur	Administration territoriale	Biens et services	- 2 458 543 000	
			Dépenses de personnel	- 4 668 548 724	
			Investissements exécutés par	10 738 000 000 240 000 000	
		Gouvernance électorale	Biens et services	- 281 562 585	
			Dépenses de personnel	- 123 593 596	
			Transferts courants	- 2 100 000 000	
			Transferts en capital	50 000 000 000 10 065 293 624	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 1 548 475 350	
			Dépenses de personnel	- 859 933 692	
			Investissements exécutés par	1 103 500 000 1 103 500 000	
			Transferts courants	- 140 000 000	
			Transferts en capital	1 000 000 000 1 000 000 000	
		Sécurité civile	Biens et services	- 3 371 403 935	
			Dépenses de personnel	- 19 049 756 020	
			Investissements exécutés par	32 636 000 000 9 470 000 000	
			Transferts courants	- 1 820 000 000	
			Transferts en capital	954 030 000 954 030 000	
		Sécurité publique	Biens et services	- 7 683 163 000	
			Dépenses de personnel	- 36 764 331 252	
			Investissements exécutés par	44 358 780 715 5 855 780 715	
			Transferts courants	- 10 300 000 000	
			Transferts en capital	36 396 000 000 6 840 219 285	
		Total Ministère de l'Intérieur		177 186 310 715 126 698 134 778	
34	Ministère de la Justice	Administration pénitentiaire	Biens et services	- 5 714 837 000	
			Dépenses de personnel	- 9 149 314 745	
			Investissements exécutés par	14 999 559 857 800 000 000	
			Transferts courants	- 316 000 000	
			Transferts en capital	200 000 000 200 000 000	
		Bonne Gouvernance et Droits humains	Biens et services	- 133 000 000	
			Dépenses de personnel	- 28 827 000	
			Investissements exécutés par	7 749 999 993 322 000 000	
		Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	Transferts courants	- 177 500 000	
			Biens et services	- 699 641 120	
			Dépenses de personnel	- 1 456 903 264	
			Investissements exécutés par	440 000 000 440 000 000	
		Justice judiciaire	Biens et services	- 1 733 422 830	
			Dépenses de personnel	- 11 245 190 236	
			Investissement exécutés par	23 659 467 602 2 095 000 000	
			Transferts courants	- 1 125 642 000	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 621 934 400	
			Dépenses de personnel	- 1 997 232 116	
			Investissements exécutés par	7 559 555 000 3 010 000 000	
			Transferts courants	- 1 452 620 000	
			Transferts en capital	5 000 000 000 633 000 000	
	Total Ministère de la Justice			59 608 582 452 43 352 064 711	
35	Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	Fonction publique	Biens et services	- 598 184 000	
			Dépenses de personnel	- 761 284 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Investissements exécutés par	517 000 000 517 000 000	
			Transferts courants	- 100 000 000	
		Renouveau du Service public	Biens et services	- 584 780 425	
			Dépenses de personnel	- 467 947 116	
			Biens et services	- 254 100 000	
	Total Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public			12 929 000 000 3 822 476 541	
37	Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions	Gouvernance du marché du travail	Biens et services	- 644 450 000	
			Dépenses de personnel	- 859 692 992	
			Transferts courants	- 900 000 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 328 512 000	
			Dépenses de personnel	- 314 478 236	
		Protection sociale des travailleurs	Investissements exécutés par	290 598 000 290 598 000	
			Biens et services	- 52 600 000	
			Dépenses de personnel	- 64 996 992	
	Total Ministère du Travail, du Dialogue sociale et des Relations avec les Institutions			290 598 000 3 601 928 220	
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	Economie Maritime	Biens et services	- 43 102 000	
			Dépenses de personnel	- 16 592 000	
			Investissements exécutés par	84 504 500 000 22 486 086 550	
		Pêche et Aquaculture	Transferts courants	- 6 773 280 000	
			Transferts en capital	99 804 172 110 7 375 850 505	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 379 430 866	
			Dépenses de personnel	- 854 983 820	
			Investissements exécutés par	27 194 133 112 5 740 559 540	
	Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime			244 577 805 222 47 593 041 161	
41	Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Déenclavement	Développement et modernisation des services de transport	Biens et services	- 141 072 200	
			Dépenses de personnel	- 201 474 751	
			Investissements exécutés par	293 508 025 440 25 000 000 000	
		Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures routières	Transferts courants	- 8 870 000 000	
			Transferts en capital	36 341 000 000 1 625 000 000	
		Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	Biens et services	- 86 886 000	
			Dépenses de personnel	- 105 800 864	
			Investissements exécutés par	525 371 320 674 131 992 161 780	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Transferts en capital	1 306 081 440 369 89 921 397 517	
			Biens et services	- 9 600 000	
			Transferts courants	- 2 874 000 000	
			Transferts en capital	125 255 000 000 33 800 000 000	
	Total Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et Déenclavement			2 286 586 786 483 295 350 566 500	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement	Accompagnement à la production : Fin, Rech.From et App-cons	Biens et services Dépenses de personnel Transferts courants	- 141 906 240 - 222 313 000 - 7 050 897 000	
		Augmentation de la production et valorisation des produits agricoles	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 650 884 920 - 1 369 377 600 114 135 866 000 26 676 640 000 - 15 798 000 000 106 090 000 000 38 004 665 798	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par	- 501 446 000 - 556 752 580 450 000 000 450 000 000	
		Sécurisation de la base production et développement des infrastructures rurales	Transferts courants Dépenses de personnel Investissements executes par Transferts courants Transferts en capital	- 933 251 000 - 56 326 000 287 350 536 984 49 217 065 061 - 6 515 000 000 11 310 000 000 3 900 000 000	
		Total Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural		519 336 402 984 152 044 525 199	
43	Ministère des Finances et du Budget	Elaboration des lois de finances et suivi de l'exécution	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 3 476 522 862 - 2 104 001 766 5 340 477 506 2 705 477 506 - 192 400 000 19 800 000 000 19 800 000 000	
		Gestion compt.et financ. Etat et autres organismes publics	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants	- 1 154 433 404 - 4 367 202 747 2 112 905 931 2 112 905 931 - 20 000 000	
		Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 1 541 785 544 - 4 768 626 220 14 459 041 451 3 537 041 451 - 28 770 000 5 000 000 000 5 000 000 000	
		Gestion du secteur financier	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 432 098 569 - 214 666 000 41 000 000 41 000 000 - 1 283 119 000 890 057 850 890 057 850	
		Gestion ressources douanières et protection de l'économie	Biens et services Dépenses de personnel Transferts courants Transferts en capital	- 1 706 182 585 - 8 800 909 228 - 38 041 920 22 052 119 350 6 892 119 350	
		Pilotage, gestion et coordination du MFB	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 3 221 769 953 - 3 480 692 973 14 396 355 102 1 896 355 102 - 2 563 728 952 2 476 954 015 2 476 954 015	
		Total Ministère des Finances et du Budget		86 568 911 205 84 746 862 928	
44	Ministère du Pétrole et des Energies	Electrification rurale et Energies renouvelables	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 28 300 000 - 6 483 000 246 016 682 134 32 393 500 197 - 2 423 238 280 111 254 000 000 9 645 000 000	
		Optimisation du système d'offre d'électricité	Biens et services Dépenses de personnel Investissements exécutés par Transferts courants Transferts en capital	- 34 700 000 - 49 937 000 848 456 967 525 90 304 433 759 - 25 930 000 000 69 399 442 111 7 000 000 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services Dépenses de personnel Transferts courants	- 330 720 923 - 283 682 724 - 400 000 000	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
		Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combus.	Biens et services	- 34 750 000	
			Dépenses de personnel	- 39 714 000	
			Investissements exécutés par	25 722 529 951 1 934 793 252	
			Transferts courants	- 83 507 438 192	
			Transferts en capital	14 593 000 000 1 050 000 000	
		Total Ministère du Pétrole et des Energies		1 315 442 621 721	255 396 691 327
45	Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Développement du marché intérieur et de la Consommation	Biens et services	- 149 970 000	
			Dépenses de personnel	- 1 054 998 000	
			Investissement exécutés par	2 250 000 000 1 600 000 000	
			Transferts courants	- 805 600 000	
			Transferts en capital	828 877 000 348 000 000	
		Pilotages, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 127 329 408	
			Dépenses de personnel	- 368 459 380	
			Transferts courants	- 521 773 000	
		Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	Biens et services	- 7 899 996	
			Dépenses de personnel	- 49 528 000	
			Investissements exécutés par	7 637 963 308 2 520 000 000	
			Transferts courants	- 1 360 254 663	
			Transferts en capital	16 000 000 000 367 000 000	
		Renforcement de l'Intégration du Sénégal dans le Commerce in	Biens et services	- 23 300 010	
			Dépenses de personnel	- 198 350 000	
			Investissements exécutés par	166 550 000 103 500 000	
			Transferts courants	- 622 194 000	
		Total Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises		26 883 390 308	10 228 156 457
46	Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	Aménagement et développement urbain	Biens et services	- 256 000 000	
			Dépenses de personnel	- 213 339 000	
			Transferts courants	- 150 000 000	
			Transferts en capital	32 315 642 649 9 700 000 000	
		Cadre de vie	Biens et services	- 76 000 000	
			Dépenses de personnel	- 150 231 096	
			Investissements exécutés par	170 483 162 000 3 250 000 000	
			Transferts courants	- 12 100 000 000	
			Transferts en capital	18 486 744 478 8 153 189 110	
		Logement, construction d'équipements et d'Infrastructures pub.	Biens et services	- 71 500 000	
			Dépenses de personnel	- 187 166 000	
			Investissements exécutés par	32 000 000 000 130 000 000	
			Transferts courants	- 16 574 000 000	
			Transferts en capital	174 456 878 690 22 810 004 161	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 305 580 000	
			Dépenses de personnel	- 606 722 784	
			Investissements exécutés par	2 215 000 000 500 000 000	
			Transferts courants	- 400 000 000	
		Total Ministère de l'Urbanisme, du Logement et l'Hygiène publique		429 957 427 817	75 633 732 151
47	Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne industrie	Compétitivité de l'Industrie sénégalaise	Biens et services	- 38 350 000	
			Dépenses de personnel	- 97 186 000	
			Investissements exécutés par	105 100 000 000 4 500 000 000	
			Transferts courants	- 2 463 380 000	
			Transferts en capital	2 020 000 000 2 020 000 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion	Biens et services	- 96 020 998	
			Dépenses de personnel	- 259 895 000	
			Transferts courants	- 40 000 000	
		Total Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne industrie		107 120 000 000	9 514 831 998
49	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	Biens et services	- 22 400 000	
			Dépenses de personnel	- 9 633 000	
			Investissements exécutés par	655 569 641 400 000 000	
			Transferts courants	- 857 500 000	
			Transferts en capital	5 400 000 000 5 400 000 000	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
49	Ministère du Tourisme et des Transports aériens	Développement de l'Offre touristique	Biens et services	-	112 700 000
			Dépenses de personnel	-	100 971 000
			Investissements exécutés par	17 862 000 000	1 561 500 000
			Transferts courants	-	2 317 500 000
			Transferts en capital	19 724 000 000	2 163 500 000
		Développement des Infrastructures aéroportuaires	Biens et services	-	22 800 000
			Investissements exécutés par	84 133 261 264	1 500 000 000
			Transferts courants	-	5 242 000 000
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	-	279 777 120
			Dépenses de personnel	-	271 990 000
		Total Ministère Tourisme et des Transports aériens		237 126 670 905	21 712 271 120
50	Ministère de l'Education nationale	Education de base des Jeunes et adultes	Biens et services	-	29 414 000
			Dépenses de personnel	-	89 214 652
			Investissements exécutés par	51 082 113	51 082 113
			Transferts courants	-	1 000 000 000
		Education préscolaire	Biens et services	-	30 200 000
			Dépenses de personnel	-	291 769 000
			Transferts courants	-	90 000 000
		Enseignement élémentaire	Biens et services	-	36 587 778 770
			Dépenses de personnel	-	39 468 309 682
			Investissements exécutés par	99 590 261 095	31 161 436 141
			Transferts courants	-	5 340 000 000
		Enseignement moyen général	Transferts en capital	2 111 583 833	2 111 583 833
			Biens et services	-	1 596 752 400
			Dépenses de personnel	-	12 282 325 240
			Investissements exécutés par	16 179 578 743	2 302 696 435
			Transferts courants	-	240 000 000
		Enseignement secondaire général	Biens et services	-	1 367 570 000
			Dépenses de personnel	-	53 311 991 412
			Investissements exécutés par	10 934 292 681	1 811 016 298
			Transferts courants	-	216 700 000
		Pilotage ministériel, gestion et coordination administrative	Biens et services	-	23 228 687 080
			Dépenses de personnel	-	311 024 057 248
			Investissements exécutés par	1 081 691 513	1 081 691 513
			Transferts courants	-	1 556 265 000
		Total Ministère de l'Education nationale		129 948 489 978	526 270 540 817
52	Ministère des Sports	Développement de la Pratique et des Infrastructures sportives	Biens et services	-	620 175 760
			Dépenses de personnel	-	219 360 000
			Investissements exécutés par	200 722 359 205	19 545 646 324
			Transferts courants	-	1 700 000
			Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000
		Développement des ressources humaines et de la formation	Biens et services	-	214 790 000
			Dépenses de personnel	-	67 426 000
			Investissements exécutés par	4 170 000 000	570 000 000
			Transferts courants	-	60 000 000
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	-	442 540 160
			Dépenses de personnel	-	646 657 684
		Total Ministère des Sports		206 892 359 205	24 783 737 928
53	Ministère de la Culture et de la Communication	Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Biens et services	-	29 884 000
			Dépenses de personnel	-	53 614 000
			Transferts courants	-	3 957 370 000
			Transferts en capital	13 000 000 000	5 600 000 000
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	-	224 973 800
			Dépenses de personnel	-	335 887 292

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
53	Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et Valorisation industries culturelles et créatives	Biens et services	-	206 331 923
			Dépenses de personnel	-	460 831 844
			Investissements exécutés par	20 000 000	20 000 000
			Transferts courants	-	5 825 521 333
			Transferts en capital	7 850 000 000	1 838 750 000
	Ministère de la Culture et de la Communication	Promotion et Valorisation du Patrimoine culturel	Biens et services	-	52 766 000
			Dépenses de personnel	-	117 484 042
			Investissements exécutés par	1 775 000 000	300 000 000
			Transferts courants	-	1 405 196 000
			Transferts en capital	15 156 000 000	2 377 000 000
	Total Ministère de la Culture et de la Communication			37 801 000 000	22 805 610 234
54	Ministère de la Santé et l'Action sociale	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	-	12 405 788 334
			Dépenses de personnel	-	14 690 553 915
			Investissements exécutés par	55 837 977 787	14 213 186 635
			Transferts courants	-	15 287 113 000
		Protection sociale	Biens et services	-	578 555 400
			Dépenses de personnel	-	857 564 000
			Investissements exécutés par	1 420 999 568	749 497 038
			Transferts courants	-	268 358 000
			Transferts en capital	290 000 000	290 000 000
		Santé de base	Biens et services	-	1 602 071 080
			Dépenses de personnel	-	11 383 396 844
			Investissements exécutés par	449 102 259 741	58 110 350 498
			Transferts courants	-	4 060 000 000
			Transferts en capital	10 435 851 562	3 235 851 562
		Santé de référence	Biens et services	-	220 143 000
			Dépenses de personnel	-	15 931 670 152
			Investissements exécutés par	171 672 500 000	18 039 663 667
			Transferts courants	-	14 920 984 000
			Transferts en capital	12 950 000 000	4 870 000 000
	Total Ministère de la Santé et l'Action sociale			701 709 588 658	191 714 747 125
55	Ministère de la Jeunesse	Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Biens et services	-	36 425 200
			Dépenses de personnel	-	83 781 292
			Investissements exécutés par	1 439 794 308	84 300 000
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	-	450 803 960
			Dépenses de personnel	-	923 505 260
			Investissements exécutés par	1 959 958 901	322 500 000
		Promotion socioéconomique des jeunes	Investissements exécutés par	41 435 339 437	1 500 000 000
			Transferts courants	-	1 239 080 000
			Transferts en capital	44 377 726 353	9 171 220 823
		Promotion sociale des jeunes et Gestion de leur groupement	Biens et services	-	67 714 756
			Dépenses de personnel	-	71 223 200
			Investissements exécutés par	1 677 500 000	577 500 000
			Transferts courants	-	353 592 000
	Total Ministère de la Jeunesse			90 890 318 999	14 881 646 491
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Conservation de la biodiversité et gestion des AP	Biens et services	-	700 868 723
			Dépenses de personnel	-	2 369 924 664
			Investissements exécutés par	6 857 285 000	4 802 500 000
			Transferts courants	-	351 120 000
			Transferts en capital	35 100 000	35 100 000
		Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Biens et services	-	1 423 892 368
			Dépenses de personnel	-	3 720 936 040
			Investissements exécutés par	3 585 595 235	2 825 595 235
			Transferts courants	-	730 000 000
			Transferts en capital	272 300 000	272 300 000

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	Lutte contre les pollutions, nuisances et les effets néfastes des CC	Biens et services	- 439 318 090	
			Dépenses de personnel	- 273 355 600	
			Investissements exécutés par	22 444 804 248 5 093 648 237	
			Transferts courants	- 300 269 040	
	Pilotage, Coordination et Gestion administrative		Biens et services	- 1 253 075 155	
			Dépenses de personnel	- 353 559 260	
			Investissements exécutés par	345 000 000 345 000 000	
			Transferts courants	- 50 000 000	
			Transferts en capital	35 100 000 35 100 000	
				..... 33 575 184 483 25 375 562 412	
58	Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	Autonomie Economique des Femmes	Biens et services	- 91 162 000	
			Dépenses de personnel	- 168 461 600	
			Investissements exécutés par	11 797 754 530 2 170 802 759	
			Transferts en capital	1 000 000 000 1 000 000 000	
	Enfance		Biens et services	- 109 820 000	
			Dépenses de personnel	- 55 371 600	
			Investissements exécutés par	42 036 248 000 1 728 147 391	
			Transferts courants	- 1 695 721 360	
			Transferts en capital	840 000 000 840 000 000	
	Famille et genre		Biens et services	- 444 261 240	
			Dépenses de personnel	- 118 759 800	
			Investissements exécutés par	37 281 162 972 12 035 360 280	
			Transferts courants	- 477 498 400	
	Pilotage, Coordination et Gestion admnistrative		Biens et services	- 191 662 655	
			Dépenses de personnel	- 331 199 980	
			Investissements exécutés par	151 890 760 151 890 760	
				..... 93 107 056 262 21 610 119 825	
59	Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	Développement de l'artisanat et de l'apprentissage	Biens et services	- 46 946 906	
			Dépenses de personnel	- 270 617 000	
			Investissements exécutés par	30 042 000 000 500 000 000	
			Transferts courants	- 1 451 783 000	
			Transferts en capital	537 608 550 537 608 550	
	Développement de l'Emploi		Biens et services	- 45 700 000	
			Dépenses de personnel	- 33 823 000	
			Investissements exécutés par	130 000 000 130 000 000	
			Transferts courants	- 1 000 000 000	
			Transferts en capital	100 000 000 100 000 000	
	Développement des offres de formation professionnelle et technique		Biens et services	- 6 049 310 700	
			Dépenses de personnel	- 20 776 380 132	
			Investissements exécutés par	72 430 868 210 23 110 095 572	
			Transferts courants	- 910 637 600	
			Transferts en capital	1 011 990 816 1 011 990 816	
	Pilotage, Coordination et Gestion administrative		Biens et services	- 1 066 764 259	
			Dépenses de personnel	- 1 662 970 744	
			Transferts courants	- 100 000 000	
				..... 104 252 467 576 58 804 628 279	
60	Charges non Réparties	Dotation Charges non Réparties	Biens et services	- 84 392 263 548	
			Dépenses de personnel	- 39 487 831 082	
			Investissements exécutés par	15 000 000 000 15 567 200 000	
			Transferts courants	- 20 410 000 000	
			Transferts en capital	29 650 000 000 17 270 273 082	
				..... 44 650 000 000 177 127 567 712	
61	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Coopération et Développement PPP et Appui secteur privé	Biens et services	- 307 193 218	
			Dépenses de personnel	- 242 873 000	
			Investissements exécutés par	70 950 999 999 3 175 000 000	
			Transferts courants	- 218 000 000	
			Transferts en capital	251 159 000 000 8 250 000 000	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
61	Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	Economie productive, compétitive et créatrice d'emplois	Biens et services	- 996 449 882	
			Dépenses de personnel	- 514 035 000	
			Investissements exécutés par	949 000 000 572 000 000	
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Pilotage, gestion et coordination administrative	Transferts courants	- 7 278 166 533	
			Transferts en capital	899 457 634 899 457 634	
			Total Ministere de l'Economie, du Plan et de la Cooperation	327 258 457 633 24 730 044 413	
63	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	Mise en marché des produits animaux	Biens et services	- 94 798 000	
			Dépenses de personnel	- 37 531 000	
			Investissements exécutés par	151 686 000 151 686 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 829 275 400	
			Dépenses de personnel	- 1 840 926 744	
64	Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et Solidaire	Productions animales	Investissements exécutés par	100 000 000 100 000 000	
			Transferts courants	- 29 142 000	
			Biens et services	- 49 079 000	
			Dépenses de personnel	- 214 709 000	
			Investissements exécutés par	39 930 377 000 16 431 014 749	
65	Ministère des Collectivités Territoriales et de l'Aménagement des territoires	Santé animale et Santé publique vétérinaire	Transferts courants	- 500 000 000	
			Transferts en capital	6 006 748 290 4 680 748 290	
			Total Ministère de l'Elevage et des Productions animales	46 905 079 360 25 809 776 253	
		Economie numérique	Biens et services	- 66 475 000	
			Dépenses de personnel	- 175 019 104	
66	Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Investissements exécutés par	127 934 113 720 10 888 000 000	
			Transferts courants	- 2 000 000 000	
			Transferts en capital	11 279 985 720 2 700 000 000	
		Secteur postal	Biens et services	- 19 200 000	
			Dépenses de personnel	- 26 869 000	
67	Ministère de l'Énergie et du Climat		Transferts courants	- 1 300 000 000	
			Total Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	140 575 099 440 17 714 234 327	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 658 650 000	
			Dépenses de personnel	- 300 658 740	
			Investissement exécutés par	150 000 000 150 000 000	
68	Ministère de l'Énergie et du Climat	Transferts courants	- 100 000 000		
		Promotion de la microfinance	Biens et services	- 17 805 000	
			Dépenses de personnel	- 33 654 452	
			Investissement exécutés par	52 814 254 000 7 499 641 312	
			Transferts en capital	363 836 610 363 836 610	
69	Ministère de l'Énergie et du Climat	Promotion de l'Economie sociale et Solidaire (ESS)	Biens et services	- 102 200 000	
			Dépenses de personnel	- 20 060 568	
			Transferts en capital	500 000 000 500 000 000	
			Total Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et Solidaire	53 828 090 610 9 746 506 682	
70	Ministère de l'Énergie et du Climat	Cohérence territoriale	Biens et services	- 24 300 000	
			Dépenses de personnel	- 71 451 000	
			Investissements exécutés par	64 234 000 000 18 396 000 000	
			Transferts courants	- 1 300 380 000	
			Transferts en capital	30 024 750 000 1 590 000 000	

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
65	Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	Financement du développement territorial	Biens et services	- 29 408 000	
			Dépenses de personnel	- 59 774 000	
			Investissements exécutés par	125 523 000 000 15 000 000 000	
			Transferts courants	- 30 550 000 000	
		Gouvernance territoriale	Transferts en capital	37 305 826 520 31 259 826 520	
			Biens et services	- 134 863 000	
			Dépenses de personnel	- 691 793 000	
			Investissements exécutés par	15 517 337 424 3 864 668 709	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Transferts courants	- 700 000 000	
			Transferts en capital	1 256 706 603 500 000 000	
			Total Ministère des Collectivités territoriales du Développement et de l'Aménagement des territoires	283 861 620 547	106 001 178 229
68	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 202 975 028	
			Dépenses de personnel	- 268 442 600	
			Transferts courants	- 1 940 000 000	
		Prgramme d'accès à l'Eau potable	Biens et services	- 133 894 081	
			Dépenses de personnel	- 190 046 532	
			Investissements exécutés par	514 022 040 174 35 067 839 608	
			Transferts courants	- 1 697 000 000	
		Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux pluviales	Transferts en capital	20 597 776 769 20 597 776 769	
			Biens et services	- 101 245 840	
			Dépenses de personnel	- 225 543 412	
			Investissement exécutés par	218 851 545 000 28 651 500 000	
		Programme de gestion intégrée des Ressources en Eau	Transferts en capital	13 023 585 046 13 023 585 046	
			Biens et services	- 32 234 308	
			Dépenses de personnel	- 112 595 986	
			Investissements exécutés par	281 821 925 400 2 635 000 000	
			Transferts courants	- 2 511 432 000	
			Transferts en capital	5 638 631 934 5 938 631 934	
		Total Ministère de l'Eau et de l'Assainissement		1 053 955 504 323	113 329 743 144
75	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	Education supérieure	Biens et services	- 144 000 000	
			Dépenses de personnel	- 121 992 000	
			Investissement exécutés par	46 441 255 782 6 492 310 962	
			Transferts courants	- 83 090 736 929	
			Transferts en capital	157 447 998 575 24 789 000 000	
		Œuvres sociales universitaires	Biens et services	- 60 000 000	
			Dépenses de personnel	- 46 604 000	
			Investissements exécutés par	3 006 092 969 2 200 000 000	
			Transferts courants	- 74 898 337 000	
		Pilotage, gestion et Coordination administrative	Transferts en capital	52 234 201 432 7 572 373 623	
			Biens et services	- 3 489 248 000	
			Dépenses de personnel	- 323 330 000	
		Total Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		259 129 548 758	203 227 932 514
83	Ministère des Mines et de la Géologie	Géologie	Biens et services	- 21 400 000	
			Dépenses de personnel	- 40 674 000	
			Transferts courants	- 106 630 000	
			Transferts en capital	247 000 000 247 000 000	
		Mines	Biens et services	- 103 443 000	
			Dépenses de personnel	- 108 196 000	
			Transferts courants	- 500 000 000	
		Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 101 443 000	
			Dépenses de personnel	- 188 938 000	
			Investissements exécutés par	220 000 000 220 000 000	
			Transferts courants	- 618 000 000	
		Total Ministère des Mines et de la Géologie		467 000 000	2 255 724 000

Code section	Libellé section	Libellé Programme	Libellé titre	Montant AE	Montant CP
84	Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et territoriale	Coordination et Gestion administrative	Biens et services	- 402 522 292	
			Dépenses de personnel	- 110 483 000	
		Développement communautaire et équité territoriale	Biens et services	- 139 646 000	
	Equité sociale		Dépenses de personnel	- 295 533 155	
			Investissements exécutés par	182 047 339 497 20 030 000 000	
			Transferts en capital	15 500 000 000 15 000 000 000	
			Biens et services	- 22 400 000	
			Dépenses de personnel	- 27 461 000	
			Investissements exécutés par	24 593 366 000 8 593 366 000	
			Transferts courants	- 25 304 142 825	
			Transferts en capital	31 450 000 000 31 450 000 000	
				..... 253 590 705 497	101 375 554 272
	Total général			..... 9 759 389 144 822	3 573 000 000 000

ANNEXE III : Tableau recapitulatif des Comptes speciaux du Tresor

Code section	Libellé section	Libelle programme	Somme de Montant CP
21	Présidence de la République	Frais de contrôle des entreprises publiques	500 000 000
	Total Présidence de la République		500 000 000
32	Ministère des Forces armées	Opérations à caractère industriel et commerciale	150 000 000
	Total Ministère des Forces armées		150 000 000
33	Ministère de l'Intérieur	Fonds de lutte contre les incendies	200 000 000
	Total Ministère de l'Interieur		200 000 000
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime	Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	1 300 000 000
	Total Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime		1 300 000 000
43	Ministère des Finances et du Budget	Gestion des Garanties et avals	500 000 000
		Gestion des Prêts et Avances	21 550 000 000
		Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	111 750 000 000
	Total Ministère des Finances et du Budget		133 800 000 000
	Total général		135 950 000 000

ANNEXE IV:DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2020	% PIB
Ressources	3122,5	
Recettes ordinaires hors dons	2829,0	
recettes fiscales	2675,0	17,7%
recettes non fiscales	124,0	
FSE	30,0	
Autres recettes (Remboursement prets rétrocédés)		
Dons budgetaires	33,0	
Ressources externes	260,5	
Tirages sur subventions	260,5	
Charges	3573,0	23,69%
Dette publique (intérêt + commissions)	364,8	
Intérêts et commission dette exterieure	289,8	
Intérêts et commission dette interieure.....	74,9	
Dépenses de personnel	817,7	
Autres dépenses courantes	947,4	
Dépenses de fonctionnement		
Dépenses de Transfert		
Dépenses en capital sur ressources internes	681,5	
Dépenses en capital sur ressources externes	761,6	
FSE		
Prêts rétrocédés		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL.....	-450,50	-3,0%
PIB 2019.....		15 085

Annexe V : Répartition des conventions financières conclues par l'Etat au 02 octobre 2019

SITUATION DES CONVENTIONS SIGNEES 2019

NUMERO	INTITULE PROJET	BAILLEUR	DATE DE SIGNATURE	NATURE DE FINANCEMENT	MONTANT F CFA
1	Projet « Changement climatique et gestion intégrée des zones côtières au Sénégal » (CC et GIZC)	Union Européenne	19 juillet 2019	Subvention	3 279 785 000
2	Projet d'Appui Institutionnel à la Mobilisation des Ressources et l'Attractivité des Investissements (PAIMRAI)	BAD	14/08/2019	Appui Budgétaire	8 672 000 000
3	Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaines de valeur	BAD	14/08/2019	prêt BAD	39 901 864 310
4	Projet de Valorisation des Eaux pour le Développement des Chaines de valeur	BAD	14/08/2019	prêt AGTF	17 546 849 750
5	Programme de coopération 2019-2023	Belgique	15/07/2019	Subvention	29 518 065 000
6	Projet de développement des chaines de valeur	BID	14/01/2019	Prêt	18 515 000 000
7	PROBASE	BID	14/01/2019	Prêt	11 151 269 000
8	Centre d'Excellence IMPACT	Banque Mondiale	15/07/2019	Prêt	8 700 000 000
9	Projet d'Appui au Renforcement de la Transparence, de la Redevabilité et de la Lutte contre la Corruption au Sénégal (PACT) 2019-2023 Projet d'Appui au Renforcement de la Transparence, de la Redevabilité et de la Lutte contre la Corruption au Sénégal (PACT) 2019-2023	PNUD	22-mai-19	Subvention	342 000 000
10	Programme d'Appui à l'Emergence des Familles Productives et à l'Insertion des Jeunes pour une croissance économique inclusive durable (PAEFP/IJ)1 ^{er} juin 2019-31 mai 2024	PNUD	08/08/2019	Subvention	1 639 859 167
11	Programme d'Aménagement et de Bitumage de la Boucle du Blouf	BOAD	11/01/2019	Prêt	15 000 000 000
12	Projet d'Aménagement intégré de la voirie et des réseaux divers du pôle urbain de Diamniadio	BOAD	08/07/2019	Prêt	30 000 000 000
13	Projet d'Appui à l'Insertion des Jeunes Agri-preneurs (AGRI JEUNES TTEKKI NDAWNI)	FIDA	16/09/2019	Prêt	30 000 000 000

14	Aménagement hydro-électrique du site de Sambangalou	PBI Financement France	29/03/2019	Prêt	6 502 626 385
15	Projet de Train Express régional (ter)	AFD	11/01/2019	Prêt	65 597 500 000
16	Projet de construction d'une troisième usine de traitement d'eau potable à Keur Momar Sarr et ses renforcements en aval (KMS3).	AFD	16/09/2019	Prêt	9 839 625 000
17	Programme d'Appui à l'Education au Sénégal (PADES)	AFD	03/07/2019	mixte	39 939 431 460
18	Programme d'Urgence de Développement Communautaire phase II	FSD	02/10/2019	Prêt	23 914 792 363
TOTAL CONVENTIONS SIGNEES EN 2019					.....281 968 738 125

NB: Au total 18 conventions de financement sont signées depuis janvier 2019 dont 13 accords de crédit, 4 accords de subvention et 1 accord de financement mixte (don et prêt).

ANNEXE VI : Encours et échéances du service de la dette de l'Etat

En milliards de FCFA

Encours 2019	7505,1
Financement net 2020	450,5
Dégonflement des comptes de dépôt.....	121
Encours projeté 2020	8076,6

SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE PUBLIQUE AU TITRE DE L'ANNEE 2020

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	TOTAL		
	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	68,88	42,36	138,24
IDA/BIRD	17,94	12,86	30,79
BEI/FED	2,98	1,31	4,29
BAD/FAD	4,00	4,66	8,66
OPEP/BADEA/BID	30,66	15,96	46,63
AUTRES	13,30	7,57	20,87
			0,00
BILATERAUX	63,47	52,57	116,04
PAYS DE L'OCDE	26,61	11,00	37,61
PAYS ARABES	11,31	6,07	17,38
AUTRES	25,55	35,50	61,05
			0,00
CREDITS A L'EXPORTATION	36,35	7,27	43,62
			0,00
COMMERCIALE	184,55	191,17	375,72
EUROBOND	17,68	126,54	144,22
CREDIT SUISSE	24,60	10,60	35,20
AFREXIMBANK	16,40	5,03	21,43
SCBANK	75,87	11,53	87,40
SCBANK&CITI	50,00	11,47	61,47
INTERETS SUR TIRAGES	0,00	26,00	26,00
TOTAL SERVICE DETTE EXTERIEURE HORS PPTE/IADM	353,26	319,36	672,62
PPTE	13,65	5,73	19,38
Club de Paris	11,99	5,59	17,58
Autres	1,67	0,14	1,80
IADM	21,89	5,31	27,20
IDA	16,88	4,41	21,29
FAD	5,00	0,90	5,91
TOTAL SERVICE DETTE EXTERIEURE AVEC PPTE/IADM	388,80	330,40	719,20
Rachats DTS/ FMI	3,61	0,00	3,61
Depot koweitien	0,00	0,00	0,00
Obligations du Trésor par adjudication	58,50	16,11	74,62
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	43,30	8,78	52,08
Bons du Trésor par adjudication	0,00	0,00	0,00
SUKUK 2016	25,00	10,35	35,35
Autres	22,35	10,19	32,55
TOTAL SERVICE DETTE INTERIEURE	152,76	45,44	198,20
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE			
HORS PPTE & IADM	506,02	364,80	870,82

ANNEXE VII : Tableau matriciel croisé de la classification économique et administrative

Classification Economique	Charges financières	Dépenses de Pers	Biens et services	Transferts Courants	Investissement exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
					CP	CP	AE	CP	AE	CP
10-Dette publique	364 800 000 000 .....	.....	.....	.....	.....	.....	37 154 000 000	19 856 000 000	37 154 000 000	364 800 000 000
21-Présidence de la République	10 200 169 448	8 986 723 636	39 456 277 000 .....	.....	.....	.....	7 945 171 359	2 726 656 000	7 945 171 359	78 499 170 084
22-Assemblée nationale .....	.....	15 074 506 000 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	17 801 162 000
24-Conseil Economique, Social et Conseil constitutionnel .....	.....	6 603 100 000 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	6 603 100 000
25-Conseil constitutionnel	526 001 424	900 000 000 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 426 001 424
27-Cour suprême	1 104 740 072	800 000 000 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 847 470 072
28-Cour des comptes	1 449 873 000	4 363 453 695 .....	.....	.....	.....	10 345 000 000	800 842 457	10 345 000 000 .....	.....	6 614 169 152
29-Haut Conseil des Collectivités territoriales .....	.....	6 300 000 000 .....	.....	.....	.....	2 340 000 000	2 340 000 000	2 340 000 000 .....	.....	8 640 000 000
30-Secrétariat général du Gouvernement	2 843 794 996	3 136 037 703	5 868 000 000	43 512 000 000	7 526 187 307	39 459 910 771	5 795 000 000	82 971 910 771 .....	.....	25 169 020 006
31-Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Exterior	26 923 668 853	28 900 440 000	6 591 879 000	25 206 999 991	1 920 000 000	1 250 000 000	1 250 000 000	26 456 999 991 .....	.....	65 585 987 853
32-Ministère des Forces armées	116 266 207 491	42 029 711 500	3 032 597 630	51 246 101 740	20 830 980 486	174 917 881 820	16 394 284 554	226 163 983 560 .....	.....	198 733 781 661
33-Ministère de l'Intérieur	61 466 163 284	15 343 47 870	14 360 000 000	88 336 280 715	16 669 280 715	88 350 030 000	18 839 542 909	177 186 310 715 .....	.....	126 698 134 778
34-Ministère de la Justice	23 877 467 361	8 902 835 350	3 071 762 000	54 408 582 452	6 667 000 000	5 200 000 000	833 000 000	59 608 582 452 .....	.....	43 352 064 711
35-Ministère Fonction publique et du Renouveau du Service public .....	.....	1 268 412 116	1 437 064 425	100 000 000	517 000 000	12 412 000 000	500 000 000	12 929 000 000 .....	.....	3 822 476 541
37-Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions	1 239 168 220	1 025 562 000	1 046 600 000 .....	.....	290 598 000 .....	.....	.....	290 598 000 .....	.....	3 601 928 220
40-Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime	1 224 794 200	598 470 366	7 737 280 000	111 698 633 112	28 226 646 090	132 879 172 110	9 805 850 505	244 577 805 222 .....	.....	47 593 041 161
41-Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Développement .....	.....	552 896 883	685 110 320	11 744 000 000	818 909 346 114	157 022 161 780	1 467 677 440 369	125 346 397 517	228 586 786 483	295 350 566 500
42-Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	2 204 769 180	1 294 237 160	30 297 148 000	401 936 402 984	76 343 705 061	117 400 000 000	41 904 665 798	519 336 402 984	152 044 525 199 .....	.....
43-Ministère des Finances et du Budget	23 736 098 934	11 532 792 917	4 126 059 872	36 349 779 990	10 292 779 990	50 219 131 215	35 059 131 215	86 568 911 205 .....	.....	84 746 862 998

ANNEXE VII : Tableau matriciel croisé de la classification économique et administrative

Classification Economique	Charges financières	Dépenses de Pers	Biens et services	Transferts Courants	Investissement exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
					CP	CP	AE	CP	AE	CP
Classification Administrative	CP	CP	CP	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP
44-Ministère du Pétrole et des Energies	379 816 724	428 470 923	112 260 676 472	1 120 196 179 610	124 632 727 208	195 246 442 111	17 695 000 000	1 315 442 621 721	255 396 691 327	
45-Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	1 671 335 380	308 499 414	3 309 821 663	10 054 513 308	4 223 500 000	16 828 877 000	715 000 000	26 883 390 308	10 228 156 457	
46-Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	1 157 458 880	709 080 000	29 224 000 000	204 698 162 000	3 880 000 000	225 259 265 817	40 663 193 271	429 957 427 817	75 633 732 151	
47-Ministère du Développement industriel et de la Petite et moyenne	357 081 000	134 370 998	2 503 380 000	105 100 000 000	4 500 000 000	2 020 000 000	2 020 000 000	107 120 000 000	107 120 000 000	
49-Ministère du Tourisme et des	382 594 000	437 677 120	8 417 000 000	102 950 830 905	3 761 500 000	134 175 840 000	8 713 500 000	237 126 670 905	21 712 271 120	
50-Ministère de l'Education nationale	416 467 667 234	62 840 402 250	8 442 965 000	127 836 906 145	36 407 922 500	2 111 583 833	2 111 583 833	129 948 489 978	526 270 540 817	
52-Ministère des Sports	933 443 684	1 277 505 920	457 142 000	204 892 359 205	20 115 646 324	2 000 000 000	2 000 000 000	206 892 359 205	24 783 737 928	
53-Ministère de la Culture et de la	967 817 178	513 955 723	11 188 087 333	1 795 000 000	320 000 000	36 006 000 000	9 815 750 000	37 801 000 000	22 805 610 234	
54-Ministère de la Santé et de l'Action sociale	42 863 184 911	14 806 557 814	34 536 455 000	678 033 737 096	91 112 697 838	23 675 851 562	8 395 851 562	701 709 588 658	191 714 747 125	
55-Ministère de la Jeunesse	1 078 509 752	554 943 916	1 592 672 000	46 512 592 646	2 484 300 000	44 377 726 353	9 171 220 823	90 890 318 999	14 881 646 491	
56-Ministère de l'Environnement et du Développement durable	6 717 775 564	3 817 154 336	1 431 389 040	33 232 684 483	13 066 743 472	342 500 000	342 500 000	33 575 184 483	25 375 562 412	
58-Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants	673 792 980	836 905 895	2 173 219 760	91 267 056 262	16 086 201 190	1 840 000 000	1 840 000 000	93 107 056 262	21 610 119 825	
59-Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	22 743 790 876	7 208 721 865	3 462 420 600	102 602 868 210	23 740 095 572	1 649 599 366	1 649 599 366	104 252 467 576	58 804 628 279	
60-Charges non Reparties	39 487 831 082	84 392 263 548	20 410 000 000	15 000 000 000	15 567 200 000	29 650 000 000	17 270 273 082	44 650 000 000	177 127 567 712	

ANNEXE VII : Tableau matriciel croisé de la classification économique et administrative

Classification Economique	Charges financières	Dépenses de Pers	Biens et services	Transferts Courants	Investissement exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total		
					Classification Administrative	CP	CP	AE	CP	AE	CP
61-Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	921 571 000	2 134 143 414	7 796 166 533	71 899 999 999	3 747 000 000	255 358 457 634	10 131 163 466	327 258 457 633	.....24 730 044 413		
62-Ministère de l'Elevage et des	2 210 464 744	990 452 400	529 142 000	40 182 063 000	16 682 700 749	6 723 016 360	5 397 016 360	46 905 079 360	.....25 809 776 253		
63-Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications	439 620 104	279 725 000	3 300 000 000	129 295 113 720	10 994 889 223	11 279 985 720	2 700 000 000	140 575 099 440	.....17 714 234 327		
64-Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et Solidaire	354 373 760	778 655 000	100 000 000	52 964 254 000	7 649 641 312	863 836 610	863 836 610	53 828 090 610	.....9 746 506 662		
65-Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires	1 005 076 000	335 227 000	32 550 380 000	205 274 337 424	37 260 668 709	78 587 283 123	34 849 826 520	283 861 620 547	.....106 001 178 229		
68-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	796 628 530	470 349 257	6 148 432 000	1 014 695 510 574	66 354 339 608	39 259 993 749	39 559 993 749	1 053 955 504 323	.....113 329 743 144		
75-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	491 926 000	3 693 248 000	157 989 073 929	49 447 348 751	8 692 310 962	209 682 200 007	32 361 373 623	259 129 548 758	.....203 227 932 514		
83-Ministère des Mines et de la Géologie	337 808 000	226 286 000	1 224 630 000	220 000 000	220 000 000	247 000 000	247 000 000	467 000 000	.....467 000 000		
84-Ministère du Développement communautaire, de l'Egalité sociale et	433 477 155	564 568 292	25 304 142 825	206 640 705 497	28 623 366 000	46 950 000 000	46 450 000 000	253 590 705 497	.....101 375 554 272		
TOTAL GENERAL	364 800 000,000	818 317 800,000	312 561 497 332	747 963 859 352	6 268 953 947 933	888 671 790 006	3 511 685 196 889	576 635 053 220	9 780 639 144 822	.....3 708 950 000,000	

ANNEXE VIII : Tableau matriciel croisé de la classification administrative et fonctionnelle

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	01-SERVICES GENERAUX	02-DEFENSE	03-ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04-AFFAIRES ECONOMIQUES	05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07-SANTE	08-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09-ENSEIGNEMENT	10-PROTECTION SOCIALE	TOTAL GENERAL
CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE	ADMINISTRATIONS PUBLIQUES										
10-Dette publique	364 800 000 000										364 800 000 000
21-Présidence de la République	35 110 838 084	500 000 000		43 068 332 000		200 000 000			120 000 000	78 999 170 084	
22-Assemblée nationale	17 801 162 000										17 801 162 000
24-Conseil(Economie, Social et Environnemental	6 603 100 000			1 426 001 424							6 603 100 000
25-Conseil constitutionnel				1 847 470 072							1 426 001 424
27-Cour Suprême				6 614 169 152							1 847 470 072
28-Cour des comptes											6 614 169 152
29-Haut Conseil des Collectivités territoriales	8 640 000 000			2 350 000 000		4 536 187 307		1 888 458 000	8 640 000 000	8 640 000 000	
30-Secrétariat général du Gouvernement (SGG)	12 517 374 699								3 877 000 000	25 169 020 006	
31-Ministère des Affaires étrangères et des Sénégaliens de l'Exterior	63 202 758 853	316 625 000		1 055 000 000	2 103 227 000	1 500 426 000			566 178 000	65 585 987 853	
32-Ministère des Forces armées	1 000 000 000	185 992 878 031	7 020 000 000	150 000 000					803 576 630	198 903 781 661	
33-Ministère de l'Intérieur	19 387 619 521	250 000 000	107 137 510 657			20 546 600			102 458 000	126 898 134 778	
34-Ministère de la Justice				37 422 146 447	12 400 000				2 863 949 264	43 352 064 711	
35-Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du service public	3 792 476 541								30 000 000	3 822 476 541	
37-Ministère du travail, du dialogue social et des Relations avec les Institutions				50 000 000	3 287 731 228				264 196 992	3 601 928 220	
40-Ministère de la Pêche et de l'Economie maritime				6 574 690 105	42 214 203 056				104 148 000	48 893 041 161	
41-Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Développement				295 340 566 500						10 000 000	295 350 566 500
42-Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural				151 697 339 759						337 165 440	100 000 000
43-Ministère des Finances et du Budget				13 757 952 912						1 623 521 021	152 044 525 199
44-Ministère du Pétrole et des Energies				255 396 691 327							218 546 862 928
45-Ministère du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises				10 228 156 457							255 396 691 327
46-Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique	5 340 000 000			2 000 000 000							10 228 156 457
47-Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne industrie				21 584 522 110	44 699 210 041				2 000 000 000	10 000 000	75 633 732 151
				8 952 772 000							342 059 998

ANNEXE VIII : Tableau matriciel croisé de la classification administrative et fonctionnelle

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE	01-SERVICES GENERAUX	02-DEFENSE	03-ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04-AFFAIRES ECONOMIQUES	05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	07-SANTE	08-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	09-ENSEIGNEMENT	10-PROTECTION SOCIALE	TOTAL GENERAL
49-Ministère du Tourisme et des transports aériens				18 854 421 120	2 742 000 000				115 850 000		21 712 271 120
50-Ministère de l'Education nationale				500 000 000			238 956 000	45 162 000	525 976 422 817	10 000 000	526 270 540 817
52-Ministère des Sports								24 145 762 928	113 170 000	24 805 000	24 783 737 928
53-Ministère de la Culture et de la Communication								22 560 780 662	237 696 572	7 133 000	22 805 610 234
54-Ministère de la Santé et de l'Action sociale	883 000 000							186 302 199 687	1 979 222 000	2 550 325 438	191 714 747 125
55-Ministère de la Jeunesse	151 952 292							577 500 000	2 415 638 376	26 255 000	14 881 646 491
56-Ministère de l'Environnement et du Développement durable									14 351 000	10 000 000	25 375 562 412
58-Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants										1 531 700 000	20 078 419 825
59-Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat										40 730 635 935	31 572 713
60-Charges non Réparties	161 157 294 630									4 120 273 082	177 127 567 712
61-Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	16 968 386 779										24 730 044 413
62-Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	82 5 970 380										
63-Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunications											
64-Ministère de la Microfinance, de l'Economie sociale et Solidaire											
65-Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des territoires											
68-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	57 240 010 709										
75-Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	660 862 000										
83-Ministère des Mines et de la Géologie											
84-Ministère du Développement communautaire, de l'Equité sociale et Territoriale											
TOTAL GENERAL	867 136 985 483	186 742 878 031	170 408 612 857	994 075 754 345	134 582 316 581	104 982 359 344	194 019 266 594	54 547 012 070	780 288 466 297	222 166 348 398	3 708 950 000 000

ANNEXE IX : Tableau matriciel croisé de la classification économique et fonctionnelle

Classification Economique	Charges financières	Dépenses de Pers	Biens et services	Transferts Courants	Investissement exécutés par l'Etat	Transferts en capital		Total		
	Classification Fonctionnelle	CP	CP	CP	AE	CP	AE	CP	Total AE	Total CP
01-SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS	364 800 000 000	110 230 576 413	138 279 675 159	117 142 049 453	450 802 073 705	75 872 948 699	151 020 938 265	60 811 735 759	601 823 031 970	867 136 985 483
02-DEFENSE	116 260 843 491	40 697 265 500	843 504 000	42 746 101 740	13 330 980 486	168 291 881 820	15 610 284 554	211 037 983 560	186 742 878 031	
03-ORDRE ET SECURITE PUBLIQUE	81 621 109 365	21 236 564 635	19 651 715 695	137 566 863 167	29 195 280 715	81 322 731 010	18 703 942 247	218 889 594 177	170 408 612 857	
04-AFFAIRES ECONOMIQUES	16 079 774 815	13 998 830 485	210 190 383 135	3 255 220 966 370	489 190 811 706	2 211 281 702 719	264 615 954 204	5 466 502 669 089	994 075 754 345	
05-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	3 238 617 212	2 878 552 506	15 603 339 040	531 631 238 490	53 647 282 122	307 461 031 069	59 214 475 701	839 092 269 559	134 582 316 581	
06-LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	1 470 981 136	809 337 411	21 887 432 000	557 373 625 374	27 283 770 958	217 509 051 156	53 530 837 839	774 882 676 530	104 982 359 344	
07-SANTE	41 408 208 911	14 058 958 014	34 634 360 000	688 157 237 528	94 346 888 107	37 545 762 333	9 575 851 562	725 702 999 861	194 019 266 594	
08-LOISIRS, CULTURE ET CULTE	2 919 643 854	2 737 585 559	14 105 886 333	205 547 318 106	20 268 146 324	53 782 303 861	14 515 750 000	259 329 621 967	54 547 012 070	
09-ENSEIGNEMENT	441 333 572 882	74 446 152 911	173 487 175 481	206 149 156 106	54 836 616 751	213 505 774 656	36 184 948 272	419 614 930 762	780 288 466 297	
10-PROTECTION SOCIALE	3 759 471 721	3 418 575 152	140 417 964 215	193 799 367 347	30 699 064 228	69 904 000 000	43 871 273 082	263 763 367 347	222 166 348 398	
TOTAL GENERAL	364 800 000 000	818 317 800 000	312 561 497 332	747 963 859 332	6 268 953 947 933	3 511 685 196 889	888 671 790 006	576 635 033 220	9 780 639 144 822	3 708 950 000 000

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7194
